

en Europe où les révolutions sanglantes, fascismes, totalitarismes et guerres (y compris civiles) en jalonnèrent le cheminement. Il ne faut donc pas s'étonner des soubresauts que connaît aujourd'hui l'Afrique. Mais cela ne signifie pas qu'il faille s'abstenir de s'interroger lucidement sur les problèmes qui contrarient sa marche vers la démocratie.

Le premier tient paradoxalement au bouillonnement politique qui affecte toutes les sociétés africaines. Partout, poussé par le vent de liberté, surgit un nombre vertigineux de partis politiques: plus de soixante-dix au Gabon (pour une population ne dépassant pas le million d'individus) et quelque soixante au Congo ont participé aux conférences nationales organisées dans ces pays; dix-neuf en Côte-d'Ivoire, plusieurs dizaines au Burkina Faso... Certes, il est normal que les populations veuillent s'exprimer après trente ans de silence imposé. Mais il n'en reste pas moins que ce foisonnement pose un problème, ainsi que le prouve le réveil des nationalismes en Europe de l'Est. L'État autoritaire n'a pas résolu la question du tribalisme et de l'ethnicité; au contraire, il en a vécu. Par conséquent, il serait particulièrement malvenu de rêver à un quelconque retour en arrière, au nom de la lutte contre les particularismes. L'État démocratique en Afrique doit cependant faire la preuve de sa capacité de concilier ordre et liberté. La démocratie ne saurait se concevoir sans le pluralisme social et politique, mais celui-ci doit être sainement géré. C'est sans doute le défi le plus redoutable lancé à la démocratie dans les sociétés plurielles et infiniment complexes que sont les sociétés africaines: favoriser les libertés sans frayer la voie à l'anarchie et organiser l'expression des opinions individuelles et collectives sans céder à la tentation autoritaire.

Il convient de souligner à cet égard, que, si la démocratie ne va pas sans le multipartisme, à l'inverse, l'instauration du multipartisme ne signifie pas automatiquement celle de la démocratie. Celle-ci exige en effet l'existence d'une « culture démocratique » qui serve de référence à l'ensemble de la société: élites, partis, groupes d'intérêt et de pression... Or il faut bien reconnaître que l'Afrique manque encore cruellement de cette culture démocratique, tout simplement parce que la démocratie n'y a quasi jamais existé.

De ce point de vue, il n'est plus illégitime de s'interroger sur la sincérité de la « conversion » à la démocratie de régimes dont toutes les pratiques jusqu'à la fin des années quatre-vingt en étaient la négation. La question mérite d'autant plus d'être posée que bon nombre de ces régimes ont su tirer profit de la revendication démocratique pour se réformer de l'intérieur, abolir les aspects les plus insupportables de leur domination, mais sans céder sur l'essentiel, c'est-à-dire l'accès aux richesses de ceux qui sont aux commandes: tel est notamment le cas en Côte-d'Ivoire, au Gabon et au Zaïre. On peut penser, dès lors, que la démocratisation « par le haut », même si elle représente un progrès indéniable par rapport à la période antérieure, a un caractère instrumental pour des régimes condamnés à changer ou à disparaître.

Cette stratégie de survie a d'autant plus de chances de succès que, face aux pouvoirs en place, les oppositions paraissent bien désarmées. Divisées en de multiples partis et fractions, jouissant rarement d'une implantation nationale, elles disposent en outre de peu de moyens et n'ont qu'un accès limité aux médias officiels contrôlés par les partis au pouvoir.